

Les délocalisations agitent l'Assemblée

Un débat sans vote sur les délocalisations a donné lieu à une vive passe d'armes, hier, à l'Assemblée nationale.

La majorité a proposé de combattre le phénomène par une plus grande flexibilité dans les entreprises. La gauche a vu là une nouvelle attaque contre les droits sociaux.

Les délocalisations d'entreprises vers l'étranger inquiètent de nombreux Français. Leur gravité est-elle exagérée ? Plusieurs experts l'affirment.

Nicolas Sarkozy n'est pas de cet avis.

Il a saisi l'occasion d'un débat (...) pour mettre les choses au point.

«Ce n'est pas l'avatar d'une névrose française, a-t-il martelé.

C'est une source d'interrogation pour tous les pays développés.

Un sujet cardinal qui interpelle notre société.»

Le ministre de l'Économie a invité la représentation nationale (...) à affronter le problème «avec lucidité, pragmatisme et esprit de responsabilité».

Il a d'abord récusé trois attitudes : l'alignement par le bas de nos conditions salariales et sociales, le protectionnisme et le fatalisme.

Pour lui, seule «une politique plus combative» est de nature à permettre à la France de maîtriser son destin.

«Ou on choisit ou on subit», a-t-il affirmé, péremptoire.

Loin de condamner, comme d'autres, la mondialisation économique, Nicolas Sarkozy a estimé qu'elle pouvait être, au contraire, «une chance» pour la France, à condition de faire évoluer ses habitudes et ses structures.

Il lui faut donc, a-t-il insisté, «travailler plus, travailler mieux et être plus flexible».

Au passage, le ministre de l'Économie a dénoncé une fois de plus les 35 heures, «l'une des plus grandes erreurs économiques de ces vingt dernières années».

En bon libéral qu'il est, le ministre de l'Économie a estimé que l'urgence, pour combattre les délocalisations, était de «réduire le fardeau réglementaire qui pèse sur les entreprises».

Il a assorti cette exigence d'une contrepartie : le renforcement des garanties offertes aux salariés pour leur formation et, le cas échéant, leur reclassement.

Nicolas Sarkozy a rappelé que le budget 2005, soumis à l'Assemblée nationale à partir de mardi, comprendrait plusieurs mesures pour lutter contre le phénomène. (...)

Éric Besson (PS, Drôme) a reproché à Nicolas Sarkozy de dresser «un écran de fumée» pour masquer «l'étendue de votre terrible échec sur le front de l'emploi». (...)

Alain Bocquet (PCF, Nord) a renchéri en accusant le gouvernement de renoncer aux solutions «véritablement innovantes» pour mieux céder «au chantage du Medef» et «au diktat des actionnaires».

Roland GODEFROY

(Source : Ouest-France du 13 octobre 2004)

ACTU CHOMAGE - 15 novembre 2004

<http://www.actuchomage.org/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=238>

Pour le PS, la droite instrumentalise les délocalisations

Le soupçon est là.

A travers le débat sur les délocalisations, les socialistes flairent un piège comparable à ce que fut, pour eux, l'insécurité lors de la campagne présidentielle de 2002.

Le député socialiste de la Drôme Eric Besson, secrétaire national chargé des questions économiques et sociales, l'exprime dans un rapport présenté au bureau national du PS mardi 16 novembre.

"Les délocalisations sont devenues un enjeu politique", écrit-il en introduction de cette note de sept pages (...).

"Il est symptomatique d'observer, insiste M. Besson, que les délocalisations sont redevenues un thème de premier plan dans les Etats-Unis de Bush et la France de Chirac-Raffarin-Sarkozy."

Ce constat dressé, l'auteur dénonce un débat "largement instrumentalisé" et accuse le gouvernement "de chercher à transformer les inquiétudes légitimes des Français en angoisses injustifiées".

"Ainsi, écrit-il, sur un registre populiste assumé, Nicolas Sarkozy affirmait-il le 12 octobre à l'Assemblée nationale : il y a trop longtemps qu'on explique à nos compatriotes qu'il n'y a rien à faire sur rien, sur l'insécurité, la mondialisation, l'immigration, les délocalisations..."

"Alibi commode" de la droite, les délocalisations nourriraient selon lui le discours intéressé du Medef, mais aussi de l'extrême gauche, "qui prétend voir dans les délocalisations le signe d'un dérèglement majeur du libéralisme mondialisé que seule une rupture peut permettre de contrecarrer". (...)

(Source : Le Monde du 15 novembre 2004)